

PREFECTURE DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION  
DES POLITIQUES DE L'ETAT  
ET DE L'UNION EUROPEENNE  
Bureau de l'Environnement

A.P. n° 2009- **1860**

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Société ND LOGISTICS  
Zi Saint Jean – route de Canals  
82170 GRISOLLES**

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

La préfète de Tarn-et-Garonne  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le titre I<sup>er</sup> du livre V de la partie législative du code de l'environnement, et notamment son article L.514-2 ;

Vu le titre 1<sup>er</sup> du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2007-1541 du 27 août 2007 portant délégation de signature à Madame Alice COSTE, secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°05-2175 du 23 décembre 2005 autorisant la société ND Logistics à poursuivre l'exploitation d'un entrepôt de stockage de produits phytosanitaires à Grisolles ;

Vu le rapport l'inspection des installations classées du 12 novembre 2009 établi suite aux visites d'inspection du 24 et du 30 octobre 2009 ;

Considérant qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection inopinée du 24 octobre 2009 :

- L'insuffisance des moyens mis en oeuvre en dehors des heures ouvrées, en particulier des moyens humains, susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI,

Considérant qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection programmée du 30 octobre 2009 :

- L'absence de transmission des rapports de surveillance de la pollution souterraine et l'absence de prélèvements et de mesures au niveau du piézomètre amont,
- L'absence de mise en place de mesures compensatoires en cas d'indisponibilité d'un équipement important pour la sécurité,
- Le non respect de la périodicité de contrôle d'équipements importants pour la sécurité et le dysfonctionnement sur des périodes prolongées de certains de ces équipements et autres dispositifs de sécurité,
- L'absence d'instructions écrites relatives aux conditions de sécurité d'exploitation des installations, notamment durant les phases d'arrêt, destinées aux sous-traitants et notamment aux sociétés de télésurveillance et gardiennage,

CONSIDERANT que ces constats constituent des non-conformités respectivement aux points 8.2, 2.4.9, 6.1.2, 6.1.5 et 9.4.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2005,

CONSIDERANT que le non-respect de ces prescriptions est de nature à présenter un risque notable pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure la société ND LOGISTICS de respecter certaines des dispositions techniques annexées au-dit arrêté préfectoral ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup> :** La société ND Logistics dont le siège social est situé 55 avenue Louis Bréguet – BP 44084 31029 Toulouse Cedex 4, est mise en demeure pour son entrepôt sis ZI de Saint Jean à Grisolles de respecter **sous trois mois** les prescriptions contenues aux points 2.4.9, 6.1.2, 6.1.5, 8.2 et 9.4.3 des dispositions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2005, et notamment de :

- transmettre semestriellement les rapports de surveillance des eaux souterraines et d'inclure dans les analyses les eaux prélevées au niveau du piézomètre amont,
- en cas de d'indisponibilité d'équipements importants pour la sécurité, mettre en oeuvre des mesures compensatoires, en justifiant leur efficacité et leur disponibilité,
- respecter la périodicité des contrôles de ces équipements et les maintenir en état de fonctionnement en limitant les périodes d'indisponibilité,
- rédiger et transmettre les consignes de sécurité aux sociétés de télésurveillance et de gardiennage,
- mobiliser des moyens humains suffisants pour mettre en oeuvre le POI, sans retard, en particulier en dehors des heures ouvrées.

**Article 2 :** Si à l'expiration des délais fixés à l'article 1<sup>er</sup> l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-2 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

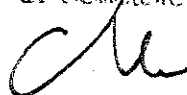
**Article 3 :** Cet arrêté est applicable à compter de sa notification.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le maire de Grisolles, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Midi-Pyrénées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

A Montauban, le  
La préfète,

- 3 DEC. 2015

Pour le préfet  
Le Secrétaire Général,



Alice COSTE

Délais et voies de recours : (Art. L 514-6 du code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Toute personne intéressée peut également saisir directement le tribunal administratif dans un délai de quatre ans à compter de la publication de l'acte ou le cas échéant dans les deux ans qui suivent la mise en service de l'installation.

